



LA QUINZAINÉ D'ALGERIE

Service économique régional d'Alger
Revue de presse du 1^{er} au 15 septembre 2019

La « quinzaine d'Algérie » est une revue de presse bimensuelle qui reprend les principales informations à caractère économique parues dans la presse algérienne

OPEP Non OPEP Réunion

Le Comité ministériel conjoint de suivi OPEP et non-OPEP s'est réuni le 12 septembre 2019, au Emirats Arabes Unis pour examiner le niveau de conformité de chaque pays aux clauses de l'accord conclu fin 2018, reconduit pour une durée supplémentaire de neuf mois à partir du 1^{er} juillet 2019, jusqu'au 31 mars 2020.

Pour rappel : Ledit Comité est chargé de contrôler l'application des recommandations portant sur des ajustements volontaires de la production de pétrole des pays membres et non membre de l'Organisation

(L'EXPRESSION)

COFACE Prévisions

Dans sa dernière mise à jour, la compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur Coface estime que la croissance restera contenue à 1,9% en 2019, et ce, après avoir été contrainte par la baisse de la production des hydrocarbures en 2018.

« Les quotas de production dans le cadre de l'accord Opep et le déclin des gisements pétroliers contiendront toute augmentation de la production pétrolière. L'incertitude politique, et notamment le retard probable de l'adoption de la nouvelle loi sur les hydrocarbures en raison des troubles sociaux actuels devraient peser sur l'évolution de la production de gaz ».

La situation politique et l'incertitude sur la gouvernance du pays devraient aussi affecter l'investissement privé, déjà pénalisé par un environnement des affaires complexes. *« En 2019, l'investissement public devrait souffrir des réductions des dépenses en équipement, qui avaient été augmentées l'année précédente. La baisse de ces dépenses devrait entraîner une augmentation des retards de paiement pour les entreprises de construction et de potentielles défaillances d'entreprises ».* En revanche, compte tenu du contexte actuel, les prestations sociales devraient être sauvegardées et ainsi continuer à soutenir la consommation privée.

La Coface estime que le déficit budgétaire restera important en 2019, et menace de se creuser encore davantage. *« Si l'augmentation des droits de douanes devrait se traduire par une hausse des recettes non pétrolières, celles relatives aux hydrocarbures (environ 45% des recettes budgétaires) devraient être pénalisées par les difficultés du secteur ».*

Enfin, le déficit courant *« devrait continuer d'être financé par la ponction dans les réserves de changes (qui représentaient environ 17 mois d'importations fin 2018). Celles-ci devraient ainsi poursuivre leur érosion quasi ininterrompue depuis 2014 ».*

(LIBERTE)

Projet de Loi de Finances 2020

Selon un communiqué de la Primature, le Gouvernement a étudié, le 11 septembre 2019, l'avant-projet de Loi de Finances (APLF) 2020. Ainsi, il prévoit une baisse de 9,2% des dépenses publiques, avec des baisses de 20,1% des dépenses d'équipements et de 1,2% des dépenses de fonctionnement.

Par ailleurs, le Gouvernement prévoit une baisse de 8,3% des recettes fiscales globales. Ces dernières, malgré une hausse prévue de 5,3% de la fiscalité ordinaire, seront impactées par un recul de la fiscalité pétrolière qui atteindra 2 200,3 Mds DZD (≈ 18,37 Mds USD) en 2020.

De plus, sur le plan réglementaire, le Gouvernement prévoit un allègement de la règle dite 49/51 d'une part, avec une levée des restrictions pour les « *secteurs non-stratégiques* », et un retour à l'importation des véhicules d'occasion de moins de trois ans pour les résidents algériens d'autre part.

Enfin, malgré les prévisions budgétaires, le Premier ministre a demandé que le PLF 2020 soit élaboré sur la base d'un financement conventionnel, mais n'écarte pas la possibilité de recours à l'endettement extérieur pour financer les « *projets d'infrastructures rentables* ».

Pour rappel : Une enveloppe budgétaire de 1 763 Mds DZD (≈ 14,72 Mds USD) a été allouée aux transferts sociaux dans le cadre de la loi de Finances 2019, contre 1 760 Mds DZD (≈ 14,69 Mds USD) en 2018. Le budget des transferts sociaux au titre de l'exercice 2019 englobait : 500 Mds DZD (≈ 4,17 Mds USD) à la Caisse Nationale des Retraites (CNR), 445 Mds DZD (≈ 3,71 Mds USD) destinés au soutien aux ménages, 290 Mds DZD (≈ 2,42 Mds USD) aux retraites.

(APS – TSA)

Douanes algériennes Recettes

Selon la Direction Générale des Douanes (DGD), les recettes douanières de l'Algérie se sont établies à 619,07 Mds DZD (≈ 5,17 Mds USD) durant les sept premiers mois 2019, contre 583,98 Mds DZD (≈ 4,87 Mds USD) à la même période 2018 (+ 6,01%). Cette amélioration s'explique, essentiellement, par les recouvrements exceptionnels de près de 31,34 Mds DZD (≈ 261,73 MUSD), réalisés au titre des régularisations par les Douanes du port d'Alger,

Ces recettes ont servi à alimenter : **1-** le budget de l'Etat à hauteur de 530,99 Mds DZD (≈ 4,43 MUSD) (+ 5,46% par rapport à la même période 2018), **2-** la Caisse de Garantie et de Solidarité des collectivités locales (CGSCL) à hauteur de 54,07 Mds DZD (≈ 451,56 MUSD) (+ 7,12%), et **3-** la Caisse Nationale des Retraites (CNR) avec près de 30 Mds DZD (≈ 250,54 MUSD) (+ 15,7%).

(APS)

Céréales Production

Selon le ministre d'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, le marché algérien est suffisamment approvisionné en orge et en blé dur et tous les indicateurs relèvent que le pays pourra se passer de l'importation de ces céréales. Il a précisé que les quantités récoltées à ce jour dépassaient celles de la saison dernière.

(APS)

Industrie automobile Taux d'intégration

Selon la ministre de l'Industrie et des Mines, les usines automobiles « *doivent parvenir à un taux d'intégration de 15%* », afin de permettre l'« *émergence d'un tissu industriel de PME, de développer cette activité et de s'orienter vers l'exportation* ». Plusieurs filières sensibles telles que l'agroalimentaire, le textile, la sidérurgie et l'industrie du ciment pourraient connaître une régulation similaire « *dès l'année prochaine* ».

(APS)

BTPH Risques socio- économiques

L'Association Générale des Entrepreneurs Algériens (AGEA) a appelé à un dialogue national sur les questions socio-économiques, notamment dans le secteur du BTPH qui a connu la cessation d'activité de plus de 3 650 entreprises et la suppression de 275 000 emplois depuis 2017. L'association s'inquiète du risque de disparition de 175 000 emplois.

(LIBERTE)

<p>Secteur pharmaceutique Pénurie Solution</p>	<p>Selon le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, la cellule de veille et de suivi de la disponibilité des médicaments a pris des mesures afin de mettre un terme aux perturbations touchant le marché des produits pharmaceutiques.</p> <p>Il a ainsi été décidé de « <i>maintenir les réunions hebdomadaires de la cellule de veille jusqu'à la fin des perturbations du marché du médicament</i> », de « <i>garantir la reconstitution des stocks de sécurité avec un suivi mensuel des quantités de médicaments produits localement, et le suivi de l'exécution des programmes d'importation avec les déclarations et planning de livraison</i> ».</p> <p style="text-align: right;">(APS)</p>
<p>Partenariat algéro-britannique Sonatrach Neptune Energy</p>	<p>La compagnie algérienne Sonatrach et son partenaire britannique Neptune Energy ont annoncé l'entrée en exploitation de son unité de traitement de gaz de Touat.</p> <p>Ce projet concerne les blocs 352a et 353 dans le périmètre de Touat, situé à Adrar. Il consiste en la réalisation du forage de 18 puits producteurs de gaz et à la construction d'une usine de traitement de gaz d'une capacité de traitement de 14,3 millions Sm³/j.</p> <p>Le Groupement Touat Gaz (GTG), en charge de la conduite des opérations, vient d'enregistrer les premières expéditions de gaz à partir de ce gisement.</p> <p><u>Pour information</u> : Le champ de Touat est développé par Sonatrach (35%) et son partenaire britannique Neptune Energy (65%).</p> <p style="text-align: right;">(APS)</p>
<p>Entreprise française Aigle Azur Redressement judiciaire Offres de reprise</p>	<p>Le PDG d'Aigle Azur a annoncé sa démission, deux jours après que l'entreprise se soit déclarée en cessation de paiement et ait été placée en redressement judiciaire.</p> <p>L'entreprise a reçu 14 offres de reprise, dont les plus importantes sont celles d'Air France, du groupe Dubreuil (propriétaire majoritaire d'Air Caraïbes), et celle de Lu Azur, dirigée par M. Gérard Houa actionnaire à hauteur de 20% d'Aigle Azur.</p> <p>Par ailleurs, la compagnie algérienne Air Algérie n'a pas déposé d'offre et a publié un communiqué sur sa page Facebook pour expliquer sa position : « <i>La démarche de rachat des actions d'Aigle Azur doit intervenir après une étude sur la situation de la compagnie définir la somme de ses dettes cumulées, connaître la situation de son personnel ainsi que les slots à partir des aéroports français</i> ». Air Algérie estime toutefois que « <i>si toutes les données sont disponibles, nous pouvons passer au stade de la discussion sur l'acquisition ou non d'actions de la société</i> ».</p> <p><u>Pour informations</u> : Déficitaires depuis 2012, Aigle Azur est sujette à un conflit entre actionnaires depuis fin août. Elle réalise entre 50% et 60% de son chiffre d'affaires grâce aux liaisons avec l'Algérie.</p> <p style="text-align: right;">(EL WATAN)</p>
<p>Entreprises algériennes Dégel des comptes bancaires</p>	<p>Selon le ministre de la Communication, et Porte-parole du Gouvernement, l'Etat est résolu à accompagner les entreprises dont les propriétaires se trouvent en détention provisoire.</p> <p>Au sujet du dégel des comptes bancaires de ces entités, il a expliqué que cette décision était « <i>tributaire des procédures administratives et juridiques y afférentes</i> ».</p> <p style="text-align: right;">(APS)</p>
<p>Entreprise algérienne Sonatrach</p>	<p>Interrogé au sujet de l'impact de la situation politique sur les activités de la Sonatrach, le PDG de la compagnie a affirmé que « <i>les informations sur quelconques perturbations des relations ou des négociations entre Sonatrach et ses partenaires sont sans fondement</i> », ses équipes « <i>travaillent toujours en étroite collaboration</i> » avec ses partenaires étrangers. Il a également indiqué que « <i>le groupe poursuivra son programme d'investissement qui prévoit des dizaines de nouveaux projets dans l'amont et l'aval pétrolier et gazier pour moderniser ses installations et augmenter ses capacités de production</i> ».</p> <p style="text-align: right;">(APS)</p>

Salon World Food

Selon le ministère du Commerce, le Salon international des produits agroalimentaires World Food se tiendra du 24 au 27 septembre prochain à Moscou (Russie) auquel l'Algérie est « *l'invité d'honneur* ».

Cette participation rentre dans le cadre de la nouvelle dynamique de promotion des exportations hors hydrocarbures et vise également à rehausser l'image des produits algériens à l'international dans les manifestations économiques de grande envergure.

(APS)

Les montants en Dinar (DZD) ont été convertis en Dollar (USD) au taux officiel du 15.09.2019

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Alger (adresser les demandes à alger@dgtresor.gouv.fr).

Auteur : Service Économique Régional d'Alger

Adresse : 25 chemin Abdelkader Gadouche 16035 Hydra

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional d'Alger s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigée par : Darine Chenine

Revue par : Denis Le Fers